

Accusé de réception en préfecture 094-219400710 – 26/06/2025 – DELIB 2025-259 Date de télétransmission : 26/06/2025 Date de réception préfecture : 26/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DE SUCY-EN-BRIE

Département du Val-de-Marne

Nombre de membres composant le Conseil Municipal

35

Présents à la séance

31

Extraits du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Conseil Municipal du 23 Juin 2025

Nº DCM: 2025-259-03S

## Objet:

AFFECTATION DU RESULTAT DEFINITIF 2024

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-trois juin à vingt heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Maison des Familles sous la présidence de Monsieur Olivier TRAYAUX, Maire. Cette réunion se tient en public dans la limite de la capacité de la salle.

## Etaient présents:

M. TRAYAUX Maire en exercice, Mme PENAUD, M. CHAFFAUD, Mme TIMERA, M. BOURCIER, Mme PINTO, M. AMSLER, Mme BOURDINAUD, M. CHARTRAIN, Mme WESTPHAL, M. MUSSO, M. MONTEFIORE, Adjoints

Mme MILLE, M. CATINAUD, Mme VALOTEAU, M. OFFENSTEIN, M. DAMBRIN, M. DURAZZO, Mme LAURENT, Mme CIUNTU (à partir de 20h25), M. CARDOSO, Mme BLAMOUTIER, Mme MARIE, M. BOGUET-HENARD, M. BRIE, M. GIACOBBI, Mme D'ANDREA, M. CHESNOY, Mme SIMON, M. BRAND, L. ASTIC.

Absents excusés et représentés (en application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales) ayant donné pouvoir à :

Mme FELGINES donne pouvoir à M. CHAFFAUD M. VANDENBOSSCHE donne pouvoir à Mme MILLE Mme GRASSER donne pouvoir à M. CARDOSO M. MARASCO donne pouvoir à M. BRAND

Mme CIUNTU: pouvoir donné à M. AMSLER, jusqu'à son arrivée à 20h25

Madame TIMERA est désignée comme secrétaire de séance en application de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales

## **DELIBERATION Nº 2025-259**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2311-5,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57,

VU le compte administratif du budget principal approuvé par le Conseil Municipal au cours de la séance du 23 juin 2025,

VU le rapport n° 2025-259 présenté en Commission Plénière en date du 16 juin 2025,

CONSIDERANT que le résultat de clôture 2024 s'établit à + 6 446 348,89 € en section de fonctionnement et que le solde de l'exécution 2024 est négatif de 3 824 761,27 € en section d'investissement,

CONSIDERANT que le solde des restes à réaliser en investissement s'élève à +20 090,15 €, les restes à réaliser s'établissant à 1 907 858,63 € en dépenses et à 1 927 948,78 € en recettes,

CONSIDERANT que le besoin de financement global de la section d'investissement s'établit à 3 804 671,12 €,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Après avoir entendu le rapporteur,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

## APRES EN AVOIR DELIBERE,

Article 1er: DECIDE D'AFFECTER définitivement le résultat de fonctionnement de l'exercice 2024, soit 6 446 348,89 € comme suit :

- 3 804 671,12 € en section d'investissement
- 2 641 677,77 € en section de fonctionnement

Article 2 : DIT que cette affectation a fait l'objet d'une reprise anticipée au budget primitif 2025, comme suit :

- Au chapitre 10 article 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisé » en recettes d'investissement pour 3 804 671,12 €
- A la ligne 002 « Résultat de fonctionnement » en recettes de fonctionnement pour 2 641 677,77 €.

Cette délibération a été adoptée par 30 POUR et 5 ABSTENTIONS

Pour extrait conforme, Par délégation du Maire, La Directrice Générale Adjointe des Services en charge de l'Administration Générale, des

Assemblées et de l'Education

Céline GAULTIER

Le Maire,

Olivier DRAYAUX

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès de la Commune de Sucy-en-Brie, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.